

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Gabon-Commonwealth : Ali Bongo échange avec Patricia Scotland

EN marge du sommet de la COP26 à Glasgow en Écosse, le président de la République s'est entretenu mercredi dernier avec le secrétaire général du Commonwealth. Au menu, la candidature du Gabon à cette organisation qui regroupe les pays ayant en partage la langue anglaise.

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LE Sommet des Nations unies sur les changements climatiques a donné l'occasion au chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, d'échanger avec certaines personnalités et dirigeants de la planète.

En marge de cette grande rencontre internationale, il a eu un entretien avec la secrétaire générale du Commonwealth, Patricia Scotland. Occasion pour le président Ali Bongo Ondimba et son interlocutrice d'évoquer, entre autres, la candidature d'adhésion du Gabon à cette organisation. Ainsi, c'est à travers son compte du réseau social Twitter que le numéro un gabonais a annoncé son tête-à-tête avec la patronne du Commonwealth. "Par son importance diplomatique et économique, le Commonwealth fait partie des organisations internationales qui peuvent avoir une influence décisive sur la question du climat, de la protection des forêts et de la biodiversité", a twitté le président de la République gabonaise. D'ailleurs, une

seconde mission des experts du Commonwealth vient de boucler son séjour au Gabon. Au cours de cette nouvelle mission en terre gabonaise, ils ont fait le tour d'un certain nombre de personnalités, particulièrement des membres du gouvernement et présidents d'institution. Tout comme, les membres de la délégation du Commonwealth avaient été reçus par le chef de l'État. À noter que la date de la première mission d'experts remonte à avril 2021. La succession de ces missions prépare l'adhésion du Gabon au Commonwealth, l'organisation intergouvernementale composée de 54 États membres qui sont presque tous ou presque d'anciens territoires de l'Empire britannique aujourd'hui indépendants. De l'avis de plusieurs observateurs, la candidature du Gabon serait



Photo: DR

Instant d'entretien entre le président Ali Bongo et la SG du Commonwealth, Patricia Scotland.

en très bonne position. D'où la multiplication des missions et entretiens entre les responsables du Commonwealth et les autorités gabonaises. Une 3e mission est attendue à Libreville dans les prochains jours. Les autorités de Libreville ne cachent plus leur ambition de faire du Gabon, un membre de

cette Communauté d'ici 2022. Sans toutefois renoncer son appartenance à la Francophonie dont il est membre fondateur. La décision d'adhésion à cette organisation correspond, en les croire, à la volonté d'une double appartenance dont le dessein est de diversifier les partenaires économiques.

Cémac : à quand l'effectivité des 3 frontières?

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

Récemment face aux députés de la Commission des Finances, du Budget et de la Comptabilité publique, Mathias Otounga Ossibadjou, ministre de la Décentralisation, de la Cohésion et du Développement des Territoires a, entre autres, été interrogé sur l'effectivité de la zone des 3 frontières. Il s'agit d'un projet de la Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale (Cémac). Lequel projet est né en 2018 de la volonté des chefs d'État des pays membres de faciliter la libre circulation des personnes et des biens entre les pays de la sous-région que sont le Gabon, la Guinée-Équatoriale et le Cameroun. Seul hic, depuis son annonce ledit projet piétine au point de faire penser qu'il s'agit d'une Arlésienne. D'où l'interrogation des élus



Photo: Sylvain Maganga
Mathias Otounga Ossibadjou face aux députés se veut rassurant.

du peuple quant à la mise en musique de cette décision. Comme, il fallait s'y attendre, le membre du gouvernement a rassuré les députés. Selon lui, "Tout est mis en place pour que ledit projet voie le jour". Ce dernier n'a cependant pas précisé à quel niveau se situe l'état d'avancement. Sont-ce les lourdeurs et autres lenteurs administratives qui bloquent la machine? S'agit-il des espèces sonnantes et trébuchantes qui ne sont toujours pas décaissées? Ou tout simplement un problème de leadership? Le projet a-t-il été tué dans l'œuf? Mystère et boule de gomme...

PDG : cap sur 2023!

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

CE mois de novembre marque la rentrée officielle politique du Parti démocratique gabonais (PDG). C'est du moins ce qui ressort de la note d'orientation 00007/PDG/SE/SG publiée récemment par le secrétaire général de cette formation politique, Éric Dodo Bounguendza. Une note aux allures de feuille de route pour les militants, militantes et sympathisants du PDG. D'autant qu'il a clairement fixé le cap en se focalisant sur la nécessité, pour l'ensemble de ses troupes, de se mobiliser afin de "remporter avec panache les challenges électoraux de 2023". Une année au cours de laquelle, rappelons-le, se tiendront les élections présidentielle, législatives et locales. "L'année politique 2021-2022, qui s'amorce, doit être perçue comme l'ultime virage d'une course de fond dont l'épilogue intervient en 2023", a-t-il indiqué. Pour ce faire, il a décliné une "série d'obligations

partisanes constituant le substrat de cette rentrée politique", que les "Pdgestes" doivent s'approprier. Notamment la consolidation et la sécurisation de leur organisation, en assurant "la montée en puissance des structures de base". Le resserrement des rangs associé à une plus grande vigilance, affiner et éprouver les stratégies. Quoi qu'il en soit, sur un plan pratique, a-t-il fait valoir, dans le strict respect des mesures barrières, cette rentrée politique, au niveau national, sera marquée "par une série de rencontres partisanes programmées au siège, du 9 au 26 novembre prochain, entre le secrétaire général et les membres du Bureau politique, du gouvernement issus du PDG, les parlementaires, etc." Des rencontres suivies, au niveau local, et dans chaque Fédération, de la 3e séance fédérale d'études politiques sur le thème "30 leçons de séduction et d'efficacité politiques", organisée pendant le dernier week-end du mois en cours et le premier week-end de décembre".



Photo: DRI/Union

Le secrétaire général du PDG, Eric Dodo Bounguendza

MRSE : SUSPENSION DU RASSEMBLEMENT DES GAULOIS

RÉUNIS mercredi dernier au siège du Parti démocratique gabonais (PDG), les partis membres de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE) ont décidé de "la suspension jusqu'à nouvel ordre" du Rassemblement des Gaulois de leur regroupement. Tout en condamnant avec force et vigueur les propos tenus par le leader de cette formation politique, Max Anicet Koumba, le 28 octobre dernier, à la tribune du Conseil national de la Démocratie (CND).